

Appel pour le 20 novembre

Mieux d'école, pas moins d'école !

Le 20 novembre prochain, les députés voteront la loi de finance 2008 c'est-à-dire aussi le prochain budget de l'Éducation nationale.

Ce budget présenté par le gouvernement est la traduction de la politique actuelle qui préconise dans de nombreux domaines « moins d'État ».

Ce n'est pas une nouveauté et les conséquences de ce « moins d'État » et des budgets en baisse, nous les connaissons bien dans nos écoles parisiennes :

- l'abandon de la scolarisation des moins de 3 ans en maternelle ;
- moins d'adultes dans les établissements scolaires ;
- des effectifs en hausse régulière au gré des fermetures de classes dans les maternelles et élémentaires ;
- un réseau d'aide mis à mal, c'est-à-dire encore plus de mal à s'en sortir pour les élèves en difficulté ;
- moins d'heures d'enseignement (DHG) allouées aux collèges et lycées ce qui entraîne : réduction des options proposées, disparition d'heures de soutien, impossibilité de dédoubler les cours de langues... et plus d'échec scolaire.

Alors que l'école devrait être la priorité de la nation et que nous devrions avoir l'ambition de faire progresser la qualité et le niveau de formation de tous les élèves, sans en laisser aucun au bord de la route, que nous propose, dans le prolongement des précédents, ce gouvernement ?

- un retour à des supposées valeurs d'un passé où seule l'élite accédait aux études supérieures ;
- des mesures favorables à l'école privée ;
- la destruction du lien social par la suppression de la sectorisation des collèges ;
- une mesure gadget et populiste de suppression des cours le samedi matin sans aucun projet pédagogique cohérent ;

...et maintenant un budget qui prévoit la suppression de 11 200 postes d'enseignants pour 2008 !

Les parents d'élèves veulent une politique éducative ambitieuse faisant avancer l'école publique avec pour seul objectif la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix, un autre budget, une autre politique.

Voilà pourquoi la FCPE-Paris s'associe aux protestations des personnels d'éducation et de leurs organisations qui demanderont le 20 novembre un autre budget pour l'éducation nationale !

Paris, le 15 novembre 2007

Signez la lettre ouverte au président de la République sur :

www.lettreouverteaupresident.org

Lettre ouverte au président de la République

Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Monsieur le Président,

Vous semblez découvrir ce que nous n'avons cessé de dénoncer : après des années de progrès constants, de hausse du niveau de formation des jeunes, le système éducatif peine encore à remédier à l'échec scolaire de milliers de jeunes en difficulté.

Mais cette crise est d'autant plus urgente à traiter qu'elle s'inscrit dans une société qui voit grandir les inégalités sociales et territoriales. S'il y a des difficultés dans l'École, elles renvoient aussi, tout le monde le sait, à des difficultés vécues au quotidien hors de l'école par des milliers d'enfants et de jeunes. Non, tous les enfants n'ont pas les mêmes chances au départ, tous les jeunes n'ont pas les conditions de vie, de santé, d'équilibre qui leur permettent, sans accompagnement, d'accéder aux apprentissages, de se projeter dans l'avenir.

Aider efficacement les jeunes les plus en difficulté, former les enseignants pour cela, combattre les inégalités sociales et le danger que représenterait l'instauration d'une École à deux vitesses, ouvrir un avenir positif pour tous les jeunes, rien de plus difficile, rien de plus compliqué sans doute, mais rien de plus indispensable pour les jeunes, pour nous, pour l'avenir du pays. C'est pourquoi l'École doit réussir à se transformer.

C'est ce défi là que doit relever le Service Public d'Éducation, parce qu'il est le seul à pouvoir le faire, pour tous, et pas seulement pour les plus favorisés ou les « méritants ».

C'est une question d'avenir, c'est un enjeu de démocratie.

« Égalité des chances » ou « ambition-réussite », ces grands mots, tout comme les polémiques stériles sur les méthodes d'enseignement, ne peuvent tenir lieu de politique de transformation démocratique de l'École.

Au contraire, supprimer des milliers de postes, réduire l'offre d'enseignement pour tous, libéraliser la carte scolaire pour laisser se développer des ghettos scolaires, jouer la concurrence entre établissements, annoncer un collège éclaté, favoriser l'école privée, c'est menacer gravement le service public. Comment avancer avec une politique guidée par la seule réduction des coûts ?

Tristement historique, la suppression de 11 200 emplois dans l'Éducation nationale (et peut-être plus dans les années à venir), s'ajoutant aux milliers déjà subies, annonce encore plus de précarité, de difficultés, pour tous, personnels, familles, élèves. C'est inacceptable.

L'école, les enfants et les jeunes méritent mieux.

L'avenir des enfants d'aujourd'hui, leur formation de citoyen et leur insertion professionnelle ne peuvent pas se réduire à un problème de « rentabilité » du système, encore moins s'organiser en sélections successives avant le collège, les lycées ou l'université.

Leur avenir se joue dès la maternelle, il se joue dans des classes moins chargées, il se joue dans un collège pour tous, il se joue dans la mise en oeuvre de pédagogies et d'organisations prenant en compte chacun, permettant l'accès de tous aux savoirs, à la culture. Il se joue certes avec des études dirigées, mais aussi et surtout avec une meilleure cohésion de la communauté éducative, des enseignants formés, des personnels pour accompagner, aider à tous les niveaux enfants et adolescents.

Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre École publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix, un autre budget, une autre politique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président de la République, l'expression de notre haute considération.

Cé, Ceméa, CRAP-Cahiers pédagogiques, FAEN, FCPE, FERC-CGT, Fespi, FIDL, Francas, FSU, GFEN, ICEM-Pédagogie Freinet, Ligue de l'enseignement, SGEN-CFDT, UNEF, UNL, UNSA Education.